



FÉCOFOOT

Les délégués de la Fifa et de la CAF attendus à Brazzaville



Les membres de la Fécofoot

Les représentants de la Fédération internationale de football association (Fifa) et ceux de la Confédération

africaine de football (CAF) prendront part, le 5 octobre, à Brazzaville à l'assemblée générale extraordinaire du

Comité exécutif de la Fédération congolaise de football (Fécofoot). [Page 15](#)

ZLÉCAF

Les entrepreneurs francophones prennent du retard



Les panelistes à l'ouverture de la conférence/Adiac

Les stratégies visant à optimiser les avantages socio-économiques de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlécaf), en rattrapant le retard à l'égard des anglophones, ont été au cœur de la conférence internationale des jeunes entrepreneurs d'Afrique francophone organisée, le 27 septembre, à Brazzaville par la Jeune chambre économique du Congo en collaboration avec la Fédération panafricaine des entrepreneurs francophones sur le thème « Les défis des jeunes entrepreneurs d'Afrique francophone face à la Zlécaf ». [Page 9](#)

ECOLE DE GÉNIE TRAVAUX

L'intégration du cycle d'ingénieur souhaitée

Le président du Comité de direction de l'école de génie travaux, le Pr Louis Bakabadio, a formulé auprès du staff dirigeant de l'Ecole à vocation régionale Génie travaux le vœu de rehausser le niveau pédagogique à travers la formation des ingénieurs. « Nous

devons faire en sorte qu'il y ait un troisième niveau, au sein de cette école, dans la perspective de lui assurer un large rayonnement », a-t-il déclaré lors d'une visite effectuée sur les lieux le 27 septembre. [Page 5](#)

COOPÉRATION

La Chine et le Congo vont consolider leurs échanges



De nombreux invités à la soirée commémorative/Adiac

A l'occasion de la célébration du 75^e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, l'ambassadeur Li Yan a salué, le 27 septembre, l'approfondissement des relations sino-congolaises dans plusieurs domaines. « La Chine et le Congo travailleront ensemble pour consolider la

confiance politique mutuelle et contribuer à la mise à niveau de la coopération pragmatique sino-africaine. Dans la nouvelle marche en avant, les deux pays travailleront pour approfondir les échanges humains et culturels », a indiqué la diplomate chinoise. [Page 16](#)

Éditorial

Foot «foutez le camp»...

ÉDITORIAL

Foot «foutez le camp»...

Sur la fois des écrits globalement virulents, échangés par voie de presse et sur les réseaux sociaux autour du football congolais depuis plusieurs semaines, l'enseignement provisoire que l'on peut en tirer est que le ballon rond est empêché de bondir et rebondir. En d'autres termes : football, foutez le camp !

Alors en effet qu'il se porte mal au regard des résultats décevants enregistrés lors de ses prestations majeures à l'intérieur et à l'extérieur du pays, notre football ne montre guère de perspectives de sortir du creux de la vague. À couteaux tirés, chacun campant sur ses positions, la Fédération congolaise de football et le ministère des Sports en sont arrivés pour ainsi dire à un point de non-retour.

Non seulement la tenue, le 25 septembre, d'une assemblée générale extraordinaire des dirigeants des clubs pour statuer sur le sort du Comité exécutif de la Fédération témoigne de l'ampleur de la crise, mais la mise en place d'une Commission ad hoc chargée de convoquer de nouvelles élections à deux ans de la fin de son mandat prolonge un bras de fer qui risque de mettre le Congo en porte-à-faux avec la plus haute instance du football international, la Fifa.

Par expérience, partout où, au lieu de vivre en bonne intelligence pour l'intérêt du sport, les managers d'associations gérantes ou affiliées, les responsables en charge de ce secteur au niveau gouvernemental ont privilégié la mésintelligence, les résultats se sont avérés désastreux pour la discipline sportive concernée. C'est bien ce qui est à craindre pour le Congo si, le plus vite possible, des solutions ne sont pas trouvées à ces querelles dont le football, quoi qu'on en dise, en est la principale victime.

De toutes les façons, la place qu'occupe le sport en général, et le football en particulier, sur l'échelle des facteurs d'apaisement de la société est si importante qu'il devient urgent de créer les conditions d'un retour à la normale dans les meilleurs délais, car un peuple ne peut pas vivre sans le sport.

Les Dépêches de Brazzaville

DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE

Le Congo participe à la 11^e réunion de l'Association des Sénats

Le président du Sénat, Pierre Ngolo, a conduit la délégation congolaise à la 11^e réunion annuelle de concertation de l'Association des Sénats, Shoora et Conseils Équivalents d'Afrique et du Monde Arabe (ASSECAA), tenue les 26 et 27 septembre à Malabo, en République de Guinée équatoriale.



Les participants à la réunion de Malabo/DR

Placée sur le thème « Renforcer l'action parlementaire commune des pays du Sud pour relever les défis environnementaux, technologique et de développement », la rencontre de Malabo a connu la participation de plusieurs parlementaires. Une occasion pour les participants d'explorer les alliances interrégionales et les opportunités d'intégration, ainsi que l'impact de l'intelligence artificielle dans leurs pays respectifs. Ils ont également abordé les stratégies de lutte contre la désertification et la dégradation des terres, des sujets d'actualité.

La présidente du Sénat de la Guinée équatoriale,

Teresa Efua Asangono, a souligné, dans son discours d'ouverture, la pertinence de cette rencontre qui a permis d'aborder des questions cruciales comme le renforcement de l'action parlementaire commune pour faire face aux défis du développement et de l'environnement.

Selon elle, la Guinée équatoriale est engagée dans la coopération Sud-Sud et est dans un processus d'industrialisation et de diversification économique. « Nous invitons les investisseurs à rejoindre notre programme de développement horizon 2035 », a-t-elle déclaré.

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara, ,

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

COLLECTIVITÉS LOCALES

La mairie de Brazzaville adhère à la convention pour le climat

Sur quatre affaires inscrites à l'ordre du jour de la sixième session ordinaire du Conseil départemental et municipal de Brazzaville, trois ont été examinées et adoptées par les élus locaux, parmi lesquelles la délibération autorisant la mairie de Brazzaville à adhérer à la convention des maires pour le climat et l'énergie en Afrique subsaharienne.

Le projet de délibération portant débaptisation de l'espace longeant le mur de la primature en « Place des héros » a été renvoyé à la prochaine session. L'examen de cette affaire a fait l'objet d'un débat de la part des élus locaux ayant conduit aux observations relatives à la qualité d'un héros. Le plénum du conseil a accepté la mise en place d'une commission d'histoire et mémoire pour approfondir la réflexion sur la dénomination de ce site et celui situé entre le mur du lycée Anne Marie Javouhey, place du sacrifice suprême et la résidence du nonce apostolique de l'Eglise catholique. En marge de cette session, les élus locaux ont auditionné le directeur départemental de La Congolaise des Eaux, Sydney Dilou, et le chef de service technique de la société Energie électrique du Congo, M.



Le délégué maire de Brazzaville Dieudonné Bantsimba

Andzouana, au sujet des perturbations dans la desserte en eau et en électricité à Brazzaville. De même, ils ont également reçu le directeur de la société d'assai-

nissement Averda, Nasser Nabi, pour qu'il s'explique sur la grève enclenchée par ses agents. Au cours des travaux, les élus locaux ont aussi pris

part à une session de formation sur le thème « Les élus locaux de la commune et la participation des citoyens à la gestion des affaires locales ». La formation avait

été assurée par Lucien Banga, administrateur en chef évoluant à la direction générale des collectivités locales. De même, qu'ils ont visité les chantiers ci-après : l'Avenue Sergent-Malamine ; le Boulevard Alfred-Raoul et l'avenue du domaine (Massengo Soprogi). Dans son discours de clôture, le député-maire de la ville de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, a indiqué que « la présente session se clôture au moment où la situation sociale de la population demeure encore difficile au Congo et ailleurs. Face à celle-ci, les élus locaux n'auront jamais de cesse d'en appeler au sens de la retenue, de la responsabilité et du civisme des uns et des autres pour qu'ensemble nous puissions préserver la paix, la stabilité et la cohésion sociale ».

Roger Ngombé

LE FAIT DU JOUR

Pourquoi les alternances attendront-elles ?

Une personne proche-je voudrais ne pas en dire plus sur son identité- avec qui je partage la même passion du métier de journaliste que nous exerçons depuis plusieurs décennies me conseille de rester optimiste sur la marche de la société humaine en dépit des épreuves parfois déroutantes qui l'affectent. Elle n'a pas tort car optimiste, je le suis mais cet état d'esprit ne m'empêche pas de réfléchir aux complexités de notre temps.

En observant par exemple la démocratie pluraliste, aux cycles électoraux censés en garantir la bonne marche, il semble qu'une crise profonde vide peu à peu ces processus du principe d'alternance sur lequel elle a dû bâtir sa réputation. Que l'on ne se méprenne pas, cette situation ne concerne pas seulement les pays africains, est-européens, asiatiques ou latino-américains convertis au multipartisme les trente dernières années parfois même bien avant.

C'est vrai, dans ces régions, les coups d'Etat militaires, les révisions constitutionnelles n'ont pas disparu tandis que les périodes électorales sont vécues avec appréhension au regard

des violences qu'elles génèrent. Pour autant il faudrait faire preuve d'une grande naïveté pour de ne pas reconnaître que dans les « vieilles » démocraties aussi, de plus en plus, le doute habite les électeurs quant au fait de continuer à se fier au cadre ritualisé des votations au terme desquelles ils offrent leurs suffrages à des représentants souvent incapables de leur restituer la contrepartie attendue.

Au-delà du fait que dans les deux cas le retour d'ascenseur vers le souverain primaire ne s'opère pas toujours comme attendu, à l'heure des alternances les tenants des gouvernements élus au suffrage universel deviennent aussi frileux que les dirigeants des régimes installés grâce aux putschs. Si l'on devrait feindre de ne pas s'étonner que les derniers fassent de la réticence au changement leur travers favori, qui a bu boira..., on peut être surpris que les premiers multiplient de savantes astuces à peine dissimulées pour à leur tour s'en accommoder.

Pourquoi passer la main devient difficile partout dans le monde ? Ici, alors qu'une transition est promise pour durer deux mois, ses meneurs

confrontés à la réalité du terrain politique et social la rééchelonnent interminablement ; là, un dernier mandat « normal » touchant à sa fin donne à son détenteur des idées pour le rallonger à partir d'un appel d'air constitutionnel de dernière minute ; plus loin, une majorité sortie fractionnée de la compétition électorale, une coalition gouvernementale régulièrement déçue tentent le tout pour le tout jusqu'à se trouver des alliés de circonstance pour continuer à tenir le gouvernail... ainsi de suite.

Il n'est pas défendu de mettre les dysfonctionnements actuels de nos systèmes électoraux et de gouvernance publique sur le compte de la rupture d'équilibre amplifiée à l'échelle des Etats par le quasi retour à la guerre froide. A partir de quoi les nations semblent désormais sacrifier les valeurs communes que la diplomatie du dialogue, du respect mutuel, de la préservation des intérêts de chacun, de l'observance des lignes « rouges », voire de la promotion des alternances politiques avait toujours garanties malgré les dissensions.

Le consensus autour de ces valeurs s'éloignant chaque jour un peu plus,

et bien que le monde soit devenu un village planétaire où l'on se scrute attentivement, le repli sur soi occupe paradoxalement trop de place dans cet espace commun. A ce titre, la méfiance grandissante entre les Etats et les ensembles régionaux éloigne inexorablement la perspective pour leurs dirigeants de défendre d'une seule voix la Charte de la plus haute « maison diplomatique » mondiale bâtie en 1945, l'Organisation des Nations unies, pour ne pas la nommer.

Résultat des courses : quand bien même le régime démocratique adopté par tous poursuit son petit bonhomme de chemin, dans un monde où de « bons exemples » démocratiques commencent à se faire rares, les « leçons » assénées naguère aux uns et aux autres auront désormais du mal à produire leurs effets. Sans surprise, on pourrait assister davantage aux chaos électoraux chez les apprentis démocrates décriés et chez les vétérans naguère vantés. Et dans l'indifférence générale, puisqu'elles battent de l'aile, les alternances attendront. Ceci n'est pas de la dramatisation.

Gankama N'Siah

Le groupe UBA célèbre son 75^e anniversaire et 40 ans d'opérations aux États-Unis lors d'un Gala de réseautage à New York

New York, le 24 septembre 2023 – À l'occasion de la 79^{ème} Assemblée Générale des Nations Unies, le groupe United Bank for Africa (UBA) a organisé un Gala de réseautage prestigieux visant à promouvoir les opportunités d'investissement en Afrique. Cet événement, qui a rassemblé d'éminents dirigeants venus de quatre continents, a marqué un moment fort de la commémoration du 75^{ème} anniversaire du Groupe UBA et des 40 ans de présence de la Banque aux États-Unis.

Ce Gala a constitué une plateforme unique pour renforcer les liens entre l'Afrique et le reste du monde, positionnant ainsi UBA comme l'intermédiaire financier privilégié pour les investisseurs intéressés par le continent. De nombreux dirigeants africains de premier plan, anciens chefs d'États et représentants d'institutions continentales ont honoré de leur présence cet événement. Parmi eux, **Monsieur Serge Mombouli, Ambassadeur de la République du Congo aux États-Unis**, représentant le Chef de l'État congolais, a eu l'occasion d'échanger avec le top management de UBA sur les perspectives d'accompagnement des politiques de développement du Congo.



Tony Elumelu au cœur des débats mondiaux sur l'Afrique et l'avenir du continent

Parallèlement à cet événement, **Tony Elumelu**, philanthrope et chef d'entreprise africain, a participé activement aux discussions de la 79^{ème} Assemblée générale des Nations Unies.

Son intervention a mis en avant des sujets essentiels tels que la croissance économique transformatrice de l'Afrique, l'emploi des jeunes et la transition énergétique. M. Elumelu a également été un acteur clé de plusieurs engagements stratégiques, notamment lors d'une table ronde organisée par la Clinton Global Initiative, en présence de l'ancien président américain, Bill Clinton, ainsi qu'à un événement conjoint du Programme alimentaire mondial (PAM) et de la Fondation Tony Elumelu (TEF).



M. Elumelu a souligné l'importance pour l'Afrique de prendre en main son propre avenir, en proposant des solutions africaines aux défis du continent, tout en reconnaissant la responsabilité des Africains dans cette transformation. En tant que président du groupe UBA et fondateur de la Fondation Tony Elumelu, il a réitéré son engagement à promouvoir l'entrepreneuriat comme vecteur de développement et de création de richesses pour une prospérité partagée.

L'Africapitalisme : une vision pour l'avenir du continent.

M. Elumelu a rappelé que l'Africapitalisme, une philosophie économique qu'il a développée, est essentielle pour stimuler la transformation de l'Afrique. Ce concept encourage le secteur privé à jouer un rôle prépondérant dans la création de richesses économiques et sociales, assurant ainsi une prospérité durable pour tous. Il a réaffirmé que l'Afrique, avec plus de 60% de sa population n'ayant pas accès à l'électricité et une jeunesse qui représente 60 % de sa population totale, fait face à des défis mondiaux majeurs.

« Il n'y a nulle part ailleurs dans le monde où l'on peut tirer autant d'avantages des investissements qu'en Afrique. Cependant, nous devons impérativement relever les défis du chômage des jeunes, de l'inégalité entre les sexes et de la transition énergétique pour libérer le potentiel économique du continent », a déclaré Tony Elumelu.

Le Gala de réseautage et l'engagement de M. Elumelu témoignent de la volonté du groupe UBA de jouer un rôle crucial dans le développement économique de l'Afrique et de renforcer son positionnement en tant que moteur de croissance sur la scène mondiale.

À propos de UBA :

Fondée il y a 75 ans, United Bank for Africa (UBA) est l'une des plus grandes institutions financières d'Afrique, avec une présence dans plus de 20 pays à travers le continent et des opérations internationales aux États-Unis, au Royaume-Uni et en France. UBA est engagée à fournir des solutions financières innovantes pour soutenir le développement de l'Afrique.

ÉCOLE DE GÉNIE TRAVAUX

L'intégration du cycle d'ingénieur souhaitée

Le président du Comité de direction de l'école de génie travaux, le Pr Louis Bakabadio, a formulé auprès du staff dirigeant de l'école à vocation régionale Génie travaux, au cours d'une visite le 27 septembre à Brazzaville, le vœu de rehausser le niveau de ladite école dans le cadre pédagogique afin qu'elle puisse former les ingénieurs.

« C'est ma conviction. Ce que nous avons à faire, c'est faire en sorte qu'il y ait un troisième niveau dans la perspective de lui assurer un large rayonnement », a dit dans son mot introductif le président du Comité de direction de l'école de génie travaux (EGT), le Pr Louis Bakabadio, conseiller spécial du président de la République, chef du département de l'éducation, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique. « Ce que nous pouvons retenir sur l'EGT, c'est un fruit de la coopération entre la France et le Congo, créée dans le but de répondre aux besoins sur la reconstruction et la réhabilitation des infrastructures civiles et militaires détruites pendant de nombreuses guerres que l'Afrique a connues, l'école est aussi un outil de développement économique qui permet de former les civils

dans le domaine de génie travaux et les militaires en fin de carrière pour leurs reconversions... », a indiqué dans son mot de bienvenu le directeur de l'EGT, le colonel major Armand Pascal Boumba. La visite des installations de l'EGT se justifie par l'intérêt soutenu à cette école d'excellence qui a la vocation de former l'élite des Forces armées congolaises.

Le bilan des formations

Depuis son ouverture en 2009, l'école a déjà formé 3113 stagiaires venant de 19 pays d'Afrique francophone et des autres pays partenaires, répartis de manière suivante : 1671 stagiaires internationaux (soit 53,7%) et 1442 stagiaires nationaux (soit 46,3%) ; 102 femmes (soit 3,3%) et 3011 hommes (soit 96,7%) ; 2844 agents des forces de défense et de sécurité (soit 91,4%) et 269 stagiaires civils (soit



8,9%).

En définitive, l'EGT est un établissement public à caractère administratif, de formation professionnelle, ouvert sur la

société congolaise et œuvre pleinement au développement économique et social du pays, en contribuant notamment à l'employabilité de la jeunesse

congolaise. Une ronde dans les ateliers a sanctionné cette visite, sous la supervision du directeur général de cette école.

Guillaume Ondze

GOUVERNANCE HOSPITALIÈRE

Le comité de direction de HGAS adopte plusieurs mesures

Au terme des travaux de la 6e session ordinaire du comité de direction de l'hôpital général Adolphe-Sicé (HGAS), tenus le 25 septembre à Pointe-Noire, plusieurs documents ont été adoptés et de nombreuses délibérations prises afin de permettre au plus vieil hôpital de la ville océane d'offrir des soins de qualité à la population.

Les travaux dirigés par le Pr Alexis Elira Dokekias, président du comité de direction de HGAS, se sont tenus en fin d'exercice budgétaire annuel, a-t-il déploré à l'ouverture de la session. Cela ne va pas nous empêcher, a-t-il dit, d'apprécier ce qui a pu être réalisé avec les moyens disponibles et d'envisager l'avenir avec plus de sérénité, d'ambitions mesurées afin de satisfaire notre population désireuse des soins de santé de qualité. Comme cela vient d'être exprimé par l'opération « Coup de poing », illustrée par le navire santé chinois Arche de la paix qui vient de quitter Pointe-Noire. Selon lui, l'hôpital général Adolphe Sicé, l'établissement sanitaire aux structures vieillissantes n'arrive pas, depuis quelques années, à offrir au public des services de soins potables, car émaillé de plusieurs mouvements sociaux qui altèrent la qualité des soins : motivation insuffisante d'un personnel pléthorique souvent absent de leur poste de travail issu des recrutements abusifs ne prenant nullement en compte les besoins réels, projet d'établissement trop ambitieux par rap-



La photo de famille à la fin du Codir de l'hôpital général Adolphe Sicé/Adiac

port aux moyens et ne prenant pas en compte les incertitudes macroéconomiques, manque de volonté de traduire dans les faits l'initiative du « Mieux vivre ensemble » qui devrait être concrétisé par un dialogue permanent

quelles que soient les difficultés, volonté d'un patriotisme affiché faible et une gouvernance peut-être approximative.

Ainsi, après des débats fructueux, conviviaux et francs, les membres du comité de direction

ont adopté avec amendements les différents documents, à savoir le procès-verbal de la cinquième session ordinaire, comptes administratifs et de gestion exercice 2022 ; exercice 2023 : rapport d'activités, compte administra-

tif, compte de gestion ; exercice 2024 : plan annuel, projet du budget, rapport partiel activités premier semestre 2024. Le budget annuel 2024, quant à lui, a été adopté avec amendements à la somme de 4 866 000 000 FCFA. Les délibérations adoptées portent sur les comptes administratifs et de gestion exercice 2022, le rapport d'activités 2023, les comptes administratifs et de gestion exercice 2023, le plan annuel exercice 2024, le budget exercice 2024, la mise en œuvre de la convention collective, notamment l'application de l'indice 300 (régularisation). « L'hôpital général Adolphe Sicé est un vieil hôpital. Nous avons intérêt à le réhabiliter, à le rééquiper, le faire fonctionner conformément aux directives gouvernementales sur la bonne gouvernance et sur l'amélioration de la qualité de l'offre des soins. Ceci contribue donc à travailler dans un climat apaisé en privilégiant le dialogue social », a dit le Pr Alexis Elira Dokekias en clôturant les travaux.

Hervé Brice Mampouya



APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

Réf. : AMI N° 015/SC/24/MAEP/UGP-PAJE



MISSION : RECRUTEMENT D'UN (E) CONSULTANT (E) CHARGE (E) DE L'ELABORATION DE LA STRATEGIE DE CIBLAGE, GENRE, JEUNES, ET INCLUSION SOCIALE ET DU PLAN D'ACTION DU PROJET AGRICULTURE, JEUNES ET ENTREPRENEARIAT (PAJE).

Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu du Fond International de Développement Agricole (FIDA) un prêt destiné à couvrir le coût du Projet Agriculture, Jeunes et Entrepreneuriat (PAJE), et envisage d'en faire partiellement usage pour s'adjoindre des services de conseil.

L'objectif du projet Agriculture, jeunes et Entrepreneuriat (PAJE) est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et des revenus des populations rurales et péri-urbaines pauvres dans les zones du projet. L'objectif de développement est de « Promouvoir l'inclusion socio-professionnelle des jeunes et des groupes vulnérables dans des activités rentables, créatrices de revenus et d'emplois décents et durables dans des chaînes de valeur agro-alimentaires ».

Le PAJE souhaite utiliser une partie du montant des ressources du Projet pour le recrutement d'un Expert international chargé de l'élaboration de la stratégie de ciblage, genre, jeunes et inclusion sociale et du plan d'action subséquent du Projet Agriculture, Jeunes et Entrepreneuriat.

Le présent appel à manifestation d'intérêt a pour objet la sélection cet Expert international qui aura pour mission d'accompagner l'Unité de Gestion du Projet dans l'élaboration de la stratégie de ciblage, genre, jeunes et inclusion sociale du projet PAJE, assortie d'un plan d'action pour répondre aux différents besoins et priorités des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables dans toutes les activités de promotion de l'inclusion socioprofessionnelle des populations cibles, dans des activités rentables, créatrices de revenus, d'emplois décents et durables dans les chaînes de valeur agroalimentaires cibles.

L'Unité de Gestion du Projet PAJE («le client») invite à présent les candidats intéressés à manifester leur intérêt pour la fourniture des services décrits. Les candidats doivent fournir les informations sur leurs capacités et expériences démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations : lettre de motivation, CV détaillé sur les compétences et expériences avec références attestées.

Un Expert sera sélectionné en accord avec les procédures de la Sélection de consultants individuels (SCI) conformément aux Directives du FIDA en matière de Passation des Marchés consultables sur le site web du FIDA, à l'adresse suivante : <https://www.ifad.org/fr/project-procurement>.

Les candidats seront évalués sur la base des critères ci-dessous :

Critères

1. Qualification / Formation du Consultant : diplôme universitaire équivalent à au moins un master (Bac +5) ou DEA dans un des domaines suivants : sciences sociales, sociologie, économie, agronomie, développement rural, droit, éducation ou tout autre diplôme équivalent = **20 points**

2. Expérience professionnelle générale : avoir travaillé au moins pendant 5 ans sur les problématiques genre / inclusion sociale,

jeunes et population vulnérable, en général et en Afrique en particulier.

-Si en Afrique et en dehors : 40 points

-Si en Afrique uniquement 35 points

-Si en dehors de l'Afrique 30 points / = **40 points**

3. Expérience spécifique en rapport avec la mission :

-avoir réalisé au moins trois (3) missions similaires dûment référencées = **30 points**

4. Expérience au moins d'une (1) mission similaire financée par le FIDA, la Banque mondiale, la BAD ou l'AFD = **10 points**

TOTAL = 100

« Seul le candidat classé premier sera invité à négocier le contrat. »

Le score minimum pour être classé au premier rang est 70 points. Seul le Candidat classé au premier rang sera invité à négocier le contrat. En cas d'égalité, les atouts et faiblesses des candidats concernés seront réexaminés pour identifier le meilleur. Les seuls éléments qui seront pris en considération dans ce réexamen seront les suivants : i) le plus grand nombre de réalisations au critère 4, et la préférence sera donnée aux missions réalisées dans le cadre de financement du FIDA.

Les manifestations d'intérêts devront être directement déposées :

-à l'adresse physique de l'Unité de Gestion du Projet PAJE, Rue de Libération de Paris, enceinte de la Radio Rurale Congolaise, **Quartier Blanche Gomez, Brazzaville, République du Congo**, et par courrier électronique à l'adresse e-mail : secretariat@maep-paje.cg au plus tard, le 21 octobre 2024 à 16h 00 heure locale, en portant expressément la mention suivante : **AMI N° 015/SC/24/MAEP/UGP-PAJE « RECRUTEMENT D'UN EXPERT INTERNATIONAL, CHARGE (E) DE L'ELABORATION DE LA STRATEGIE DE CIBLAGE, GENRE, JEUNES, ET INCLUSION SOCIALE DU PAJE »**

Les TDRs de la mission peuvent être obtenus à l'adresse suivante : secretariat@maep-paje.cg

Toute demande de renseignements sera adressée uniquement par courriel à l'adresse électronique ci-dessus mentionnée.

Nous attirons l'attention des consultants intéressés sur la :

-politique du FIDA en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;

-politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans ses activités et opérations ;

-politique en matière de prévention et répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles ;

-Note pratique du FIDA sur le genre, ciblage et inclusion sociale.

Fait à Brazzaville, le 26 septembre 2024

Le Coordonnateur National,

Gatien Ulrich MASSENGO

INVESTISSEMENT

Le Port autonome de Pointe-Noire organise un Business Forum à Paris

En partenariat avec l'association «Les Rendez-Vous d'Afrique(s)», le Conseil français des investisseurs en Afrique (Cian), le Port Autonome de Pointe-Noire (PAPN) a organisé un Business Forum à Paris.



La Photo souvenir des participants au Business Forum du 27 septembre à Paris/DR

Vendredi 27 septembre à l'Automobile Club de France à Paris s'est tenu un Business Forum visant à attirer des investisseurs pour le développement et la croissance du PAPN à travers la présentation du panorama économique favorable de la ville et surtout l'avantage d'être un port en eau profonde, véritable porte océane de l'Afrique centrale.

Ont été présents à ce forum Honoré Sayi, ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, son homologue des Zones économiques spéciales et de la Diversification économique, Jean-Marc Thystère Tchikaya ; Évelyne Tchitchelle, maire de Pointe-Noire ; Séra-

phin Bhalat, directeur général du PAPN et des centaines d'opérateurs économiques nationaux et internationaux.

Les ambitions du directeur du port de Pointe-Noire et ses équipes étaient d'espérer remporter une moisson de promesses d'investissements à l'issue de ce forum d'affaires. C'est pourquoi une trentaine d'intervenants ont animé des panels au cours de ce forum d'affaires avec des contributions mettant en valeur un marché d'un potentiel de 180 millions d'habitants (Cameroun, Gabon, Tchad, Centrafrique, etc.) et dont la principale cliente est la République démocratique du Congo (RDC), géante mais dé-

nuée à ce jour de port en eau profonde, la plus grande plateforme logistique d'Afrique centrale s'est lancée depuis 2020 dans une véritable course à la taille. Tout en mettant en avant l'opportunité d'attirer des navires toujours plus gros pour damer le pion à d'autres ports en eau profonde de la région, en activité ou en gestation, mais ils ont souligné que pour que ces infrastructures ultramodernes rencontrant un trafic apte à les alimenter et à les amortir, reste aussi au port de Pointe-Noire à convaincre les acteurs économiques du riche potentiel minier, agricole et industriel de sa région.

Marie Alfred Ngoma

SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

L'écosystème numérique congolais à l'honneur au Salon FrancoTech

L'ONG Pratic, en partenariat avec le Club Congo France Numérique (CCFN), et Unicongo, structurée en une délégation « Congo Numérique » participeront au Salon FrancoTech qui se tiendra les 3 et 4 octobre 2024 à Paris à Station F.

Franco Tech, Salon des innovations en français, à l'initiative du secrétariat général du Sommet de la Francophonie et en partenariat avec Business France et l'Alliance des patronats francophones, est présenté comme étant un événement phare dans le domaine de l'innovation technologique au sein de la Francophonie, rassemblant plus de 1 500 professionnels, chefs d'État et représentants de délégations venant de 10 pays. Il vise à promouvoir l'innovation en français, à renforcer l'espace économique francophone et à favoriser les rencontres d'affaires.

De ce fait, la délégation « Congo Numérique » est composée d'une diversité d'acteurs, notamment des entreprises, des startups, et d'incubateurs.

Parmi les participants, citons les représentants de structures suivantes : Osiane, le Salon international pour la promotion des TIC et des solutions innovantes en Afrique centrale ; Unicongo, association patronale représentant les entreprises du secteur privé au Congo ; @Infracom, membre du Club Congo France Numérique, spécialisée dans les infrastructures de télécommunication ; Pointsys, membre du Club Congo France Numérique, entreprise de services numériques ; Nextcom, structure qui accompagne, sous forme d'un investissement financier ou d'aide à la promotion, les projets en phase de finalisation ; Noki-Noki, startup spécialisée dans la logistique et la livraison de proximité, ayant récemment levé 3 millions de dollars, lauréat Osiane 2022 et participant au concours d'innovation ; TINDA, lauréat Osiane 2022 et participant au concours d'innovation, spécialisée dans les services de mobilité urbaine ; Congo Plast, lauréat Osiane 2024, actif dans le domaine de la transformation du plastique et participant au concours d'innovation ; La Forge - Osiane Fab, centre de création de contenu digital, participant actif de l'écosystème numérique ; Fablab congolais, espace d'innovation et de prototypage rapide et Investors Club for Africa (IC4A), le club panafricain d'investisseurs privés réunissant tant des fonds de capital risque que des Business Angels qui investissent sur le continent africain.

Lors de ce rendez-vous dédié au français, langue des affaires et de l'innovation, le Congo aura une journée spéciale et signera, entre autres, un accord de partenariat avec Québec, a confié Luc Missidimbazi, le promoteur du Salon international des technologies de l'information et de l'innovation.

M.A.N.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
DE L'ÉLEVAGE ET DE LA PÊCHE

CABINET

Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) un prêt pour la mise en œuvre du Projet Agriculture, Jeunes et Entrepreneuriat (PAJE). Sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP), le PAJE se veut un projet sensible à la jeunesse et au genre et vise à générer des opportunités d'entrepreneuriat et d'emplois à long terme, pour les jeunes dans une situation de chômage et de pauvreté, en abordant les défis spécifiques au contexte de la jeunesse rurale et péri-urbaine. Il valorisera le développement de l'entrepreneuriat des jeunes dans les chaînes de valeur, par des modèles inclusifs d'agrobusiness, pour améliorer l'employabilité des jeunes et les bénéfices économiques.

L'objectif du PAJE est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et des revenus des populations rurales et péri-urbaines pauvres dans la zone d'intervention du projet. Son objectif de développement est de « Promouvoir l'inclusion socio-professionnelle des jeunes et des groupes vulnérables dans des activités rentables, créatrices de revenus et d'emplois décents et durables dans des chaînes de valeur agro-alimentaires ».

La zone d'intervention du projet couvre

les principaux bassins de production agricole des départements du Niari, de la Bouenza, la Lékoumou, du Kouilou, des Plateaux et du Pool, ainsi que les zones périurbaines où se concentrent les jeunes producteurs et transformateurs de fruits et légumes. Elle prend aussi en compte quelques localités des départements de la Cuvette et la Cuvette Ouest, pour mieux capitaliser les acquis du Projet de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture Continentale (PD-PAC), ciblant essentiellement la filière pêche et aquaculture.

Le PAJE souhaite utiliser une partie du montant des ressources du Projet pour le recrutement du personnel complémentaire de l'Unité de Gestion du Projet. Dans ce sens, le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP) lance un appel à candidature pour identifier et sélectionner des personnes de nationalité congolaise répondant aux profils exigés pour occuper les postes ci-après :

- 1 Responsable Administratif et Financier ;
- 1 Expert en Agro business ;
- 1 Spécialiste en Passation de marchés
- 1 Chef d'antenne de Dolisie.

APPEL A CANDIDATURE

1. Lieux d'affectations. L'Unité de Gestion du Projet est basée à Brazzaville, lieu de recrutement et de prise de fonction du personnel du projet excepté le chef d'antenne qui prendra service à Dolisie.

2. Profils des candidats. Les profils et autres attributions pour ces postes sont contenus dans les termes de références y relatifs et disponibles au niveau de l'Unité de Gestion du Projet PAJE, Rue de Libération de Paris, enceinte de la Radio Rurale Congolaise, Quartier Blanche Gomez, Brazzaville, République du Congo et à l'adresse électronique suivante secretariat@maep-paje.cg.

3. Critères de sélection. Les Candidats seront recrutés sur la base de leurs qualifications académiques, de leurs expériences professionnelles pertinentes et de leurs capacités à réaliser la mission. Les étapes du recrutement sont les suivantes : (i) présélection des candidats sur la base des qualifications et critères établis ; (ii) participation à un test écrit, (iii) seuls les candidats retenus seront contactés sans préavis pour participer à une interview. Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

4. Composition du dossier. Chaque candidat devra fournir :

- Un curriculum vitae (4 pages maximum en format PDF), et y indiquer trois per-

sonnes de références que le MAEP peut contacter ;

- Une lettre de motivation (1 page maximum en format PDF) précisant (a) les formations et qualifications pertinentes pour le poste sollicité, (b) l'expérience pertinente, (c) la valeur ajoutée à apporter par le candidat face aux défis de la mise en œuvre du PAJE et (d) le délai de disponibilité du candidat ;

- Les copies certifiées des diplômes, les attestations de travail et autres certificats (à joindre au dossier de candidature).

5. Dépôt de candidature. Les candidatures doivent être déposées au plus tard le 15 octobre 2024 à 16h00 (heure de Brazzaville), à l'adresse email suivante recrutement@maep-paje.cg en précisant en objet le titre du poste et le nom du candidat.

NB : Avant l'entrée en fonction, le candidat fonctionnaire retenu, devra présenter une lettre de mise en disponibilité ou de libération par son administration de tutelle.

Fait à Brazzaville le, 26 septembre 2024

Le Directeur de Cabinet
Pascal Robin ONGOKA



#EnsemblePourlEmploi

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Inscription des entreprises sur le site de l'Agence Congolaise Pour l'Emploi

www.acpe.cg

Brazzaville, le 17 septembre 2024

L'Agence Congolaise Pour l'Emploi (ACPE) informe l'ensemble des entreprises (société et établissement) opérant en République du Congo du lancement de sa nouvelle plateforme numérique. Cette initiative a pour objectif de rendre plus accessible et plus efficace l'offre de services de l'ACPE, tant pour les employeurs que pour les demandeurs d'emploi.

À cet effet, l'ACPE invite toutes les entreprises à participer à la grande campagne d'inscription des entreprises qu'elle organise, du 23 septembre au 23 octobre 2024.

Pour ce faire, les entreprises sont priées de remplir le formulaire disponible sur le lien : www.acpe.cg puis en cliquant sur le bouton « **Inscription** » et choisir « **Entreprise** » ou auprès de votre agence de proximité.

Votre inscription à la plateforme ACPE vous permettra de bénéficier des avantages suivants :

1. Accès à une base de données fiable de demandeurs d'emploi, facilitant ainsi la réponse aux besoins de recrutement ;
2. Diffusion rapide des offres d'emploi et gestion complète du processus de recrutement, jusqu'à la signature des contrats ;
3. Accompagnement personnalisé par nos conseillers spécialisés en relations entreprises, pour faciliter toutes les démarches liées au recrutement ;
4. Enregistrement et signature à distance ou en agence des contrats, que ce soit pour des subalternes, cadres nationaux ou étrangers ;
5. Demande d'autorisations temporaire et provisoire d'emploi à distance ou en agence.

En s'inscrivant, les entreprises contribuent activement à l'amélioration du marché de l'emploi en République du Congo, tout en se conformant aux obligations légales en vigueur.

Pour toute assistance ou demande de clarification, l'ACPE reste à la disposition des entreprises tout au long de cette démarche.

✉ contact@acpe.cg ☎ +242 05 204 00 00

📍 Av, Edith Lucie Bongo Ondimba
Zone industrielle M'pila - Brazzaville

🌐 www.acpe.cg | [in](#) [f](#) [x](#) [@](#)

ZLECAF

Les jeunes francophones veulent relever le pari de l'entrepreneuriat

Les pays d'Afrique francophone traînent encore les pieds sur le processus de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), contrairement à leurs pairs anglophones. Les jeunes entrepreneurs francophones, alors réunis à Brazzaville, le 27 septembre, ont donné de la voix invitant les États à investir davantage pour rattraper le retard.

Organisée par la Jeune chambre économique du Congo Brazzaville (JCECB), en collaboration avec la Fédération panafricaine des entrepreneurs francophones, la conférence internationale des jeunes entrepreneurs d'Afrique francophone (CI-JEAF) a permis de mobiliser les délégués d'une dizaine de pays, dont le Mali, le Sénégal, la Guinée Conakry, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Tchad, la Guinée-Bissau, la République démocratique du Congo, Les Comores, Madagascar, le Burundi, le Burkina Faso et la République du Congo.

Autour de la table on y trouve également des décideurs politiques, experts, jeunes leaders, entrepreneurs et académiciens. « Les défis des jeunes entrepreneurs d'Afrique francophone face à la Zlecaf », c'est le thème de ces assises destinées à explorer les opportunités et les défis que représente la Zlecaf pour la jeunesse du continent. L'objectif de la rencontre, d'après la présidente de la JCECB, Tatiana Soussa, était de discuter des stratégies de façon à optimiser les avantages socio-économiques du marché africain aux jeunes francophones.

L'ouverture de ce marché avec ses 1,3 milliard de consommateurs est perçue par ces francophones comme étant une source d'inquiétude face à la rude concurrence d'autres espaces, notamment des anglophones réputés plus aguerris au processus de production industrielle et au commerce.

« Cette conférence vise à permettre aux jeunes entrepreneurs africains d'échanger et de créer une synergie intra-africaine dans le but de mutualiser les compétences et bâtir un réseau solide. En levant les barrières douanières et encourageant les échanges entre les États africains, la Zlecaf ouvre la voie à un nouveau marché, de nouvelles collaborations et une dynamique économique », a relevé Tatiana Soussa.

Les différents intervenants à la table ronde ont été unanimes sur la nécessité, pour les jeunes congolais et d'Afrique centrale, de comprendre le mécanisme et de se préparer à conquérir ce vaste marché africain. L'idée derrière cette initiative est d'encourager l'innovation et la créativité par la mise en avant d'exemples de réussite dans des divers secteurs. Les prin-



Les délégués des pays invités/Adiac

cipales préoccupations des jeunes africains demeurent l'accès au financement, l'insuffisance des infrastructures (électricité, routes), l'accès au marché et la formation ou l'accompagnement.

Parrain de l'évènement, le ministre des Infrastructures, Jean-Jacques Bouya, a admis la charge de l'État congolais à créer les conditions pour l'éclosion des jeunes cham-

pions de l'entrepreneuriat. « L'institution de la Zlecaf constitue une avancée majeure de l'intégration économique du continent et la consolidation de l'un des plus grands marchés. Il s'agit d'une belle ambition continentale dont le dessein est, en réalité, l'unification des marchés », a-t-il estimé. Outre le thème central, les participants ont débattu au-

tour des sous-thèmes : « Jeunes entrepreneurs d'Afrique francophone : l'opportunité que la Zlecaf offre aux jeunes entrepreneurs » ; « Membres de la JCECB : l'ambition de la JCECB face à l'entrepreneuriat des jeunes » ; « Les avantages de la zone économique : comment construire les partenariats solides dans l'espace des pays francophones ».

Fiacre Kombo

ARRÊT SUR IMAGE



À la veille de la rentrée scolaire, une délégation touristique de l'agence Romaric Tour Guide (RTG) a visité le musée galerie du Bassin du Congo.



B.P. 711
Pointe-Noire - Congo
Tél. : (+242) 222 94 00 52
Fax : (+242) 222 94 20 42
E-Mail : info@papn-cg.org
Web : www.papn-cg.org

République du Congo
Unité - Travail - Progrès

PAYS : REPUBLIQUE DU CONGO

APPEL A PROPOSITIONS INTERNATIONAL

N°011/PAPN/DQSSE/SPCIPM/24

POUR FOURNIR LES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT DU PORT AUTONOME DE POINTE-NOIRE POUR LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE MANAGEMENT INTEGRE QSE

- Le Port Autonome de Pointe-Noire (PAPN) dans une approche de renforcement de ses performances a mis en concession l'activité remorquage, activité certifiée de son Système de Management de la qualité. Suite à une analyse de changement relative à ladite concession, le PAPN a souhaité refondre son Système de Management de la Qualité en vue de mettre en place un Système de Management Intégré Qualité, Sécurité et Environnement (QSE).
- Le Port Autonome de Pointe-Noire (PAPN), se propose de recruter un consultant qui se chargera de l'accompagner pour la mise en place d'un Système de Management Intégré (SMI) QSE conforme aux standards internationaux.
- Les services à fournir par le consultant dans le cadre de la présente mission devront se rapporter à :
 - Faire un état des lieux du système actuel (SMQ) et des systèmes SME et SMSST en cours d'implémentation ;
 - Fournir tous les éléments méthodologiques nécessaires à la mise en place d'un Système de Management Intégré QSE ;
 - Accompagner le PAPN dans l'élaboration et la mise en place de son Système de Management Intégré QSE, jusqu'à la certification.
- Le Port Autonome de Pointe-Noire (PAPN) invite, par le présent appel à proposition, les candidats intéressés à présenter leurs propositions sous pli fermé, pour la réalisation des prestations relatives à l'accompagnement du PAPN dans la mise en place d'un Système de Management Intégré (SMI) QSE conforme aux standards internationaux.
- Si le consultant est constitué en groupement, la manifestation d'intérêt doit inclure : une copie de l'accord de groupement conclu par l'ensemble de ses membres ou une lettre d'intention de constituer un groupement dans l'hypothèse où sa proposition serait retenue, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de l'accord de groupement proposé.
- Un Consultant sera choisi par la méthode de qualité technique et le coût (QTC)
- La présente DP comprend les sections suivantes :
 - Section 1 - La Lettre d'invitation
 - Section 2 - Instructions aux Candidats
 - Section 3 - Données Particulières
 - Section 4 - Proposition technique - Formulaire types
 - Section 5 - Proposition financière - Formulaire types
 - Section 6 - Termes de référence
 - Section 7 - Modèle de Marché

- Le délai de réalisation de la mission est estimé à dix (10) mois équivalent à 217 jours ouvrés.
- Le PAPN entend retenir un consultant ou groupement de consultants possédant de bonnes références dans la mise en place des systèmes de management selon les normes ISO (9001 v2015, 14001 v2015 et 45001 v2018) dans un port d'Afrique.
- Les critères de qualification et d'évaluation des propositions figurent dans le dossier de demande de propositions
- Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir la demande de propositions par courriel, moyennant paiement de la somme de Deux cents Mille (200.000) FCFA non remboursable, aux adresses ci-dessous. Les candidats qui le désirent peuvent obtenir des informations supplémentaires auprès de Mme BHALAT Grace Leslie, Directrice de la Qualité, la Sécurité, de la Santé et de l'Environnement par intérim (leslie.bhalat@papn-cg.org ; tel : +242.05.582.46.08) ou Mme. MBAUCHY Alisha Tessia, Chef de département Qualité et méthode (tessia.mbauchy@papn-cg.org ; tel : +242.06.476.77.50) ou Edmond OTSOA, Responsable de la Cellule de Passation des Marchés (edmond.otsoa@papn-cg.org ; tel : +242.06.666.93.87), les jours ouvrés de 08h00 à 13h00 et de 14h00 à 16h30.
- Les dossiers d'appel d'offres sont rédigés en français. Toutes les offres seront intégralement rédigées en langue française et devront être remises en 05 exemplaires (01 original + 4 copies) et une version électronique.
- Les documents officiels en langue étrangère doivent être accompagnés d'une traduction certifiée en langue française.
- Les offres sont adressées par voie postale (normale ou expresse), ou remises contre récépissé à l'adresse mentionnées ci-après :

Siège Administratif du Port Autonome de Pointe-Noire
Avenue de Loango, face immeuble CNSS
Pointe-Noire, République du Congo
- L'ensemble des documents devra être envoyé par courrier dans une enveloppe unique, en indiquant lisiblement « mission d'accompagnement du port autonome de Pointe-Noire pour la mise en place d'un système de management intégré QSE ». Deux enveloppes fermées placées à l'intérieur de cette enveloppe unique porteront respectivement les mentions suivantes : « Documents administratifs et techniques » et « Offre financière ».

Les offres remises en retard ne sont pas acceptées. L'enveloppe devra indiquer les noms et adresse du Soumissionnaire pour permettre son retour sans qu'elle ne soit ouverte, si l'offre est arrivée hors délai.

- La date limite de dépôt des offres est fixée au **15 novembre 2024** à 12 heures (heure de Pointe-Noire).

Les offres seront ouvertes le 15 novembre 2024 à partir de 12 h 30 mn dans la salle de conférence du siège administratif du PAPN (2ème étage) en présence des soumissionnaires présents ou de leurs représentants.

Les offres devront être valides pour une période de 90 jours.

Fait à Pointe-Noire, le **23 SEP. 2024**
Le Directeur Général
du Port Autonome de Pointe-Noire



Sérapim BHALAT

INSERTION LEGALE

En date du 03 septembre 2024, Le préfet du Département de Pointe-Noire a délivré à l'association dénommée « ASSOCIATION LES MINIMOY'S » un récépissé de déclaration d'association enregistré sous le numéro 0056.

L'établissement dudit acte s'est fait suivant déclaration du Président de l'association en date du 31 juillet 2024

L'association les MINOMOY'S a pour objet :
-Soutenir et accompagner les parents dans l'éducation de leurs enfants en mettant à leur disposition des kits scolaires ;

-Organiser des séminaires de formation sur l'outil informatique.

L'association LES MINIMOY'S est sise au n°40, B.P 90 de la rue Jean Marie Concko, Quartier Centre-Ville, arrondissement n°1 Emery Patrice LUMUMBA Pointe-Noire République du Congo.

Cabinet d'Avocats GOMES



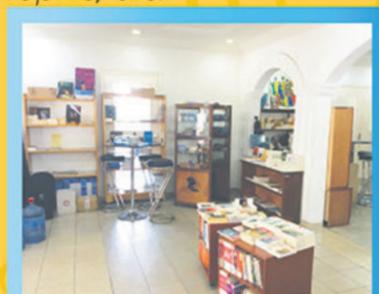
LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



AFRIQUE

Félix-Antoine Tshisekedi veut attirer les investissements

A la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies, le président de la République démocratique du Congo (RDC) a plaidé pour des investissements permettant de développer la connectivité en Afrique et a souligné le rôle de son pays dans la préservation des forêts tropicales.

«Le but de l'ONU n'est pas d'emmener l'humanité au paradis, mais de la protéger de l'enfer», a rappelé Félix Tshisekedi dans son discours, recourant à cette citation de Dag Hammarskjöld, ancien secrétaire général de l'ONU, afin de souligner l'importance cruciale du multilatéralisme pour répondre aux menaces communes, protéger notre planète et renforcer la société civile, ainsi que les droits humains. Il a loué les efforts de coopération promus par le Pacte pour l'avenir, adopté le 23 septembre par les Etats membres des Nations unies, autant que par le Pacte mondial numérique qu'il a décrit comme un pilier essentiel dans «notre quête d'un avenir prospère, au cœur de la quatrième révolution industrielle». La réponse à l'essor de ces technologies numériques incontournables implique à ses yeux des réformes globales, une réévaluation de l'architecture financière et un financement adéquat.

Des partenariats pour le maillage de l'Afrique et une crise humanitaire sans précédent dans l'Est du pays

C'est pourquoi, a-t-il souligné, la RDC aspire à attirer des investissements pour développer la connectivité en Afrique et appelle à la coopération des partenaires multilatéraux et des opérateurs de télécom-



Le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi

munications, avec à la clé un transfert des connaissances. Au nombre des projets essentiels, le président congolais a mentionné l'accompagnement au processus de maillage du pays, solution prometteuse pour relier le sud et le nord de l'Afrique et relier l'océan Indien à l'Atlantique, qui comprend la formation de partenariats viables autour du projet hydroélectrique Grand Inga, réponse à la demande énergétique croissante du pays. Il a jugé essentiel de «renforcer la traçabilité des minerais stratégiques, indispensables

aux équipements technologiques, afin d'assurer une exploitation responsable et durable de nos ressources». Félix Tshisekedi a aussi évoqué la situation dans l'Est du pays, déclarant que «la résurgence du groupe terroriste M23, soutenu par le Rwanda, a provoqué une crise humanitaire sans précédent», avec près de 7 millions de déplacés internes, et appelé «la communauté internationale à imposer des sanctions ciblées contre le Rwanda en raison de son rôle déstabilisateur». «Nous exigeons

le retrait immédiat et inconditionnel des troupes rwandaises de notre territoire», a-t-il déclaré. «Bien que les récentes initiatives diplomatiques, telles que les pourparlers de Luanda, soient encourageantes, elles ne doivent aucunement occulter l'urgence de cette action essentielle».

La valorisation des forêts tropicales et deux sièges permanents pour l'Afrique

Citant les réalisations déjà atteintes, comme la gratuité de l'enseignement de base, qui

assure la scolarité de 4 millions d'enfants, le renforcement de la protection sociale, et les avancées en faveur de l'industrialisation, le président Tshisekedi a néanmoins souligné que la RDC, en situation de conflit, ne pourra pas atteindre les objectifs de développement durables d'ici 2030, qui nécessiteraient des investissements annuels de 32 milliards de dollars. Mais il s'est félicité de mesures de valorisation des forêts tropicales, et du tournant majeur franchi à Bali en novembre 2022 avec l'adoption de la Déclaration conjointe sur la coopération dans ce domaine signée par le Brésil, l'Indonésie et la RDC. Une avancée qui, selon lui, témoigne d'une volonté politique collective d'utiliser les forêts comme levier de développement durable. Enfin, le président Tshisekedi a appelé l'ONU à prouver sa capacité à s'adapter aux évolutions contemporaines et à redynamiser le multilatéralisme. Il a réitéré avec fermeté au nom de l'ensemble des pays africains sa requête de création de deux sièges permanents dotés de droits de veto au Conseil de sécurité pour les pays africains. «Il s'agit là d'une question de justice pour un continent dont le rôle dans les affaires internationales ne cesse de croître», a-t-il affirmé.

Noël Ndong

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Lancement des travaux de la commission spéciale des réformes

Le ministre chargé de la Justice dit attendre de ces travaux une réflexion pour apporter des solutions idoines aux problèmes de la justice.

Pour le ministre d'Etat, ministre de la Justice et Garde des sceaux, Me. Constant Mutamba Tungunga, qui a procédé, le 24 septembre, au lancement officiel des travaux de la Commission spéciale de réformes de quelques lois essentielles sur le système judiciaire, pénitentiaire, le barreau, le huissariat, etc., cette activité rentre dans la vision d'avoir une justice adaptée aux réalités congolaises et

impliquant tous les acteurs socio-politico-administratifs. Dans son allocution, en vrai praticien et enseignant du droit, le ministre Mutamba a posé un tableau sombre de la justice congolaise. Pour lui, les limites présentées depuis des décennies par la justice congolaise sont causées, non seulement par le manque de volonté de ceux qui sont censés la faire appliquer, mais aussi et surtout par une législation désuète

et parfois non adaptée aux réalités de la vie sociale congolaise ainsi qu'au fonctionnement harmonieux de l'appareil judiciaire. Comme thérapeutique, le ministre chargé de la Justice a préconisé que les travaux de cette commission soient accélérés et qu'ils impliquent toutes les couches sociales de la population dont les magistrats, les experts du gouvernement, de la présidence, du barreau, de la

Chambre d'huissiers de justice, les acteurs de la société civile, etc. Et d'insister sur le fait que les participants à ces travaux doivent réfléchir en apportant des solutions idoines pour la justice et non les nouvelles difficultés. «Les portes du bureau de la commission sont ouvertes à tout Congolais qui a un plus à apporter dans le secteur de la justice», a-t-il dit. Parmi les personnalités présentes à cette cé-

réunion, d'office membres de cette commission, il y a eu le procureur général près la Cour constitutionnelle, le premier président de la Cour de cassation, le président de la Haute Cour militaire, le conseiller spécial du chef de l'Etat en matière de sécurité, le secrétaire général à la Justice, la première présidente du Conseil d'Etat, les avocats généraux, les procureurs, le bâtonnier national, etc.

Lucien Dianzenza

LES RÉOLUTIONS DE LA 11^e RÉUNION CONSULTATIVE DE L'ASSECAA À MALABO

Sama Lukonde obtient l'inscription des questions sur la paix et la sécurité

Le président du Sénat de la République démocratique du Congo, Jean-Michel Sama Lukonde, a conduit une délégation de la chambre haute du Parlement congolais, les 26 et 27 septembre 2024, à Malabo, capitale de la Guinée équatoriale.

Les travaux de Malabo ont permis à Sama Lukonde d'inscrire la paix et la sécurité dans les résolutions de la 11^e réunion de l'Association des Sénats, shooras et conseils équivalents d'Afrique et du monde Arabe (Assecaa). Faisant le point de la participation de la RDC devant la presse, le président du Sénat congolais a souligné que l'Assecaa se réunissait sur des thématiques importantes, notamment la question de l'intégration de différentes communautés pour faire valoir ce qu'elles peuvent avoir en commun.

Parmi les points que nous avons en commun, a précisé le président du Sénat de la RDC, il y a eu la question de développement, de l'environnement et de la technologie en ce qui concerne l'intelligence artificielle. La RDC a affirmé qu'avant de parler de toutes ces questions-là, il est important de penser à la paix et à la sécurité. Pourtant, la RDC, dans sa partie orientale, est en proie à des violences cau-



Sama Lukonde à la tribune/DR

sées par le M23 soutenu par le Rwanda ainsi que par les ADF/NALU, qui est un groupe terroriste. «Pour nous, c'est le chapeau, d'abord la question de la paix et la sécurité. Ce à quoi nous sommes engagés. Nous souhaitons avoir le soutien des pays membres de l'Assecaa pour que cela soit repris dans les résolutions qui devraient découler de cette assemblée. Cela a été pris en compte dans le cadre des questions de défense de paix et de sécurité», a souligné le speaker du Sénat.

Les thématiques liées à l'environnement et l'intelligence artificielle ont été aussi évoquées lors de ces assises. A ce effet, Jean-Michel Sama Lukonde a relevé que, sur les questions environnementales, la RDC se présente comme pays solution et, de ce fait, elle attend les mesures d'accompagnement et de compensation. «Parce que nous contribuons. Et nos populations, qui préservent ces forêts au détriment de tous les intérêts qu'elles pouvaient avoir, parce qu'elles dépendent de ces forêts, doivent être compensées de manière à

ce qu'elles puissent avoir des énergies alternatives, mais également le droit à l'éducation, à la santé, et des infrastructures de base, qui leur permettent d'avoir un bon développement économique», a déclaré le président du Sénat de la RDC. Ensuite, a-t-il dit, les échanges sont revenus sur les questions de l'intelligence artificielle, concept qui prend de plus en plus forme actuellement et qui intervient dans tous les domaines du point de vue technologique : l'agriculture, la santé et même l'éducation. «Ici, il était question

que nous puissions adapter nos lois et faire des recommandations précises à nos différents gouvernements. Adapter nos lois pour accueillir ces nouvelles technologies, qui parfois, lorsqu'elles ne sont pas bien appliquées, bien comprises, elles peuvent aller dans un sens contraire de ce qui est recherché par nos gouvernements, notamment en ce qui concerne le domaine de la sécurité où il nous faut une forte cybersécurité pour protéger nos informations, mais aussi sur l'emploi. Lorsque c'est utilisé à des productions industrielles à forte portée, et qui pourrait affecter la production paysanne et surtout l'emploi des jeunes», a renchéri Jean-Michel Sama Lukonde. «Nous allons, dans le cadre de notre commission de suivi et d'évaluation, rapporter toutes les résolutions qui ont été prises et continuer à les suivre», a-t-il conclu.

Jules Tambwe Itagali

EN VENTE

ÉMILE GANKAMA

À la vie bel hommage

Juste Désiré MONDELE

Vers l'effectivité de la décentralisation et du développement local en République du Congo

Discours et activités menées (2022-2023)

Préface de Florent TSIBA

Émile Gankama

La Cité d'attache du vieux port

Roman

Armand Claude ABANDA

Fils de Prêlat

Roman

Yvon-Pierre NDONGO-IBARA

L'art oratoire chez les Ambosí

Préface de Pr Théophile O'BENGÁ

Hérisonne Payima Lombobo

Les organisations internationales de l'Afrique centrale

Recueil de textes

Préface du Professeur Aissane SALL

Sarah, ma belle-cousine

Henri Djombo

LC ÉDITIONS / ÉDITIONS HEMAR

L'improbable destin de Lundala

Esclavage et héroïsme sous la protection de Kimpa Vi

LEANDRE MODILO

Raoul Maixent OMINGA

La transition énergétique en République du Congo : Problèmes et perspectives

Guy MENGA

La marmite le Koka-Mbala

Grand prix du concours interafricain 1967

Théâtre

LITTÉRATURE

« Sarah, ma belle-cousine » retenu au programme scolaire

Le livre « Sarah, ma belle-cousine » de l'écrivain congolais et président de l'Union nationale des écrivains, artistes et artisans du Congo (Unéac), Henri Djombo, est retenu au programme scolaire en République du Congo, précisément en classe de terminale littéraire. A l'occasion de la septième édition de la rentrée littéraire du Congo (Relico), Henri Djombo a présenté ce livre à l'auditoire composé également des élèves des terminales littéraires et même scientifiques.

Dans « Sarah, ma belle-cousine », Henri Djombo parle de Jules Nola, un médecin immigré en Europe, qui, pris dans le système des factures, des impôts et des taxes, décide, après vingt ans d'exil, de rentrer dans son pays d'origine, l'Africaine. Il rêve d'y construire une polyclinique afin de lutter contre les coûteuses évacuations sanitaires à l'étranger. Au pays, il est accueilli dans un environnement hostile du fait des pesanteurs bureaucratiques, de la rigidité du système bancaire et du poids des traditions qui empêchent tout développement social et humain. Sarah, l'épouse de Bonny, un cousin de Nola, se livre à toutes sortes d'intrigues pour contrecarrer les projets du médecin. « Sarah, ma belle-cousine » est considéré comme un roman pas comme les autres. C'est un roman aux scènes multicolores, qui rend avide de lecture, au point de repousser à volonté les heures de travail ou de sommeil. Le dénouement heureux du récit rend encore la lecture plus agréable.

La table ronde dans laquelle l'écrivain Henri Djombo a pré-

senté son livre était modérée par Fidèle Biakoro, avec la participation des écrivains comme Ferréol Gassackys, Candide Yoka et Hugues Eta qui a présenté « L'Odyssée d'Ontihô L'Onkou ». Si Henri Djombo a présenté « Sarah, ma belle-cousine », Ferréol Gassackys a présenté « Brèves réflexions sur le vertueux, l'instinctif, le truand et l'autre ». Publié en France aux éditions Les 3 colonnes, « Brèves réflexions sur le vertueux, l'instinctif, le truand et l'autre » est un ouvrage de cinquante-huit pages, subdivisé en six chapitres disproportionnés, dont « Le vertueux », « L'instinctif (ou la brute) », « Le truand », « L'autre », « L'autre en littérature » et « L'interaction ». Dans cet essai, Ferréol Gassackys se livre à une introspection et donne une analyse personnelle du comportement humain dont les trois caractères sont le vertueux, l'instinctif et le truand. Il découvre qu'à ces trois caractères s'ajoute un quatrième qu'il nomme « l'autre ». Pour Ferréol Gassackys, l'inspiration lui vient de l'histoire des trois as de la gâchette dans le film de Sergio Leone, sorti en



1966, le bon, la bête et le truand. Mais aussi au travers de différentes études et, loin s'en faut, de sa propre observation de la vie courante qui s'avère un sacré spectacle depuis des millénaires.

« Papa m'a dit », un texte alléchant

L'une des écrivaines qui a marqué cette table ronde est Sarah Candice Yoka, qui a présenté « Les Contes de Manmé », un recueil de cinq histoires publié sur le site Amazon par la maison d'édition Lautel de la restauration. Ce livre



Fidèle Biakoro (modérateur), Ferréol Gassackys (écrivain), Hugues Eta (écrivain), Mukala Kadima Nzuji (éditeur), Sarah Candice Yoka écrivaine, Henri Djombo (écrivain) lors de la table ronde/Adiac

de cent quatorze pages est destiné avant tout aux enfants et par ricochet aux personnes de tous les âges. Les cinq histoires qui constituent ce livre sont des histoires instructives, amusantes et profondes en leçons de vie. À travers ce voyage littéraire, Candice Sarah Yoka immortalise des récits ancrés dans la tradition orale et porteurs de sagesse intemporelles. Voici ci-dessous un extrait de l'histoire portant sur « Papa m'a dit ».

« Sur le sentier du retour, je retrouve mon papa à mi-chemin. Quand papa venait me chercher juste devant l'école et nous rentrions ensemble. Aujourd'hui, je fais tout seul la moitié du trajet et plus tard, lorsque ce sera le moment, je rentrerai sans lui. Papa m'a dit que la vie est comme cette route que l'on parcourt. Certains jours, nous marcherons seuls, et d'autres nous serons accompagnés... »

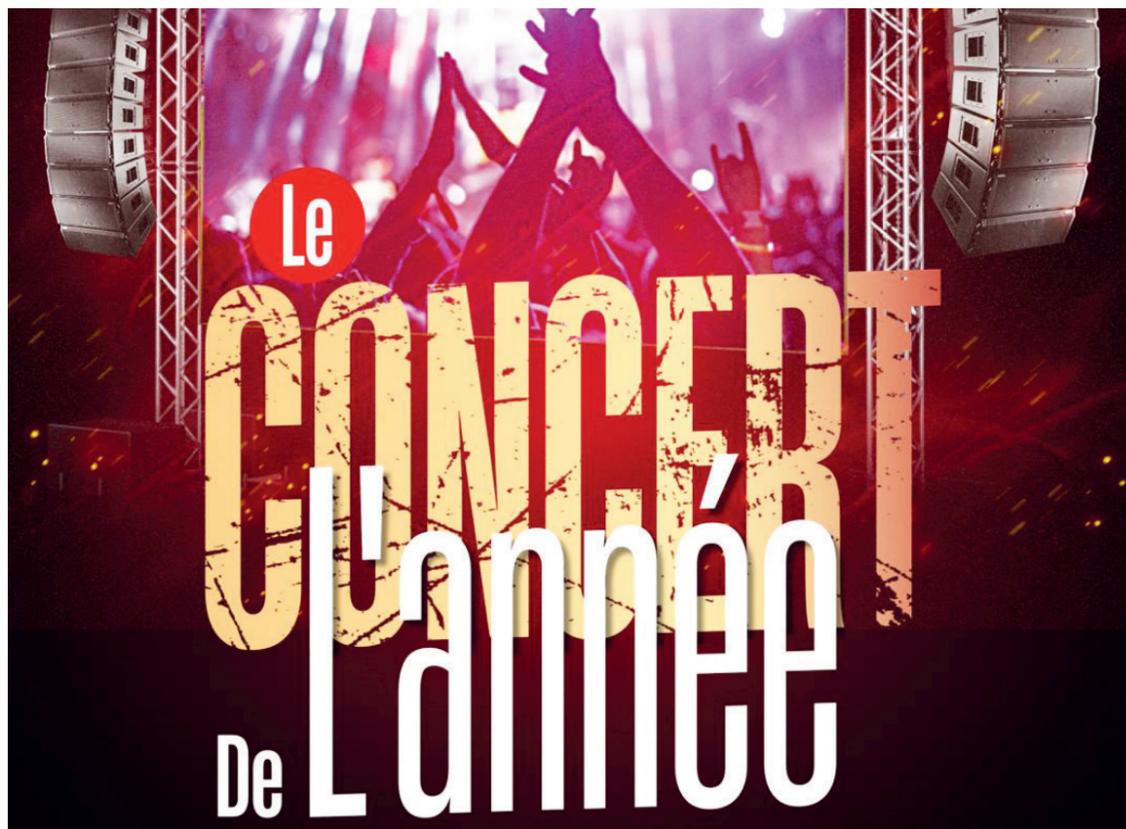
Bruno Zéphirin Okokana

MUSIQUE

Pointe-Noire vibrera au rythme des musiques urbaines dans deux mois

Le 30 novembre a lieu à Canal Olympia de Mpita dans le 1^{er} arrondissement Emery-Patrice-Lumumba le « Concert de l'année », un évènement culturel dédié aux musiques urbaines. Une initiative de Global concept Agency, une agence de communication, de création de concept événementiel et de marketing d'influence basée à Pointe-Noire.

Le « Concert de l'année » réunira sur une même scène plusieurs artistes excellent dans la musique urbaine pour célébrer la diversité et la richesse de ce genre musical très prisé par la couche juvénile et terminer ainsi l'année en beauté. Cet évènement inédit va donc offrir aux artistes de Pointe-Noire, Dolisie, Brazzaville, et d'ailleurs l'occasion de s'exprimer et de montrer l'immensité de leur talent à travers leur prestation et production « Cet évènement est un vrai miroir pour la production de la culture congolaise en mettant en avant les artistes qui ont su captiver les foules tout au long de l'année. L'activité vise à immortaliser leur succès tout en offrant un spectacle mémorable au public », a dit Nino Kali, promoteur de Global concept Agency. Et d'ajouter : « Cet évènement sera une opportunité unique pour redécouvrir la scène musicale urbaine congolaise dans un cadre prestigieux au cœur de Pointe-Noire ».



liser leur succès tout en offrant un spectacle mémorable au public », a dit Nino Kali, promo-

teur de Global concept Agency. Et d'ajouter : « Cet évènement sera une opportunité unique

pour redécouvrir la scène musicale urbaine congolaise dans un cadre prestigieux au

« cœur de Pointe-Noire ». Selon Nino Kali, le « Concert de l'année » se positionne également comme une consécration pour les artistes qui y participent. Chaque performance sera un hommage à l'impact qu'ils ont eu sur la scène musicale en 2024. L'évènement leur permettra de briller, de partager leurs expériences et de se rapprocher du public tout en inscrivant leurs noms dans l'histoire de la musique congolaise. Signalons que par le passé, Global concept Agency a initié les évènements culturels tels « La Nuit blanche », la plus grande soirée du pays, « Ambiance Tonic » et bien d'autres évènements...

Hervé Brice Mampouya

TOURNOI DE L'UNIFFAC

Congo- RCA , l'affiche des demi-finales

Les Diabes rouges affronteront ce mardi en demi-finales les Fauves du Bas Oubangui de la République centrafricaine. Le vainqueur sera à la fois qualifié pour la finale de la compétition et à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations des moins de 20 ans.

Les Congolais sont à une victoire pour atteindre l'objectif qu'ils se sont fixé : se qualifier à la CAN. L'appétit venant en mangeant, les juniors congolais veulent aussi le trophée. Ils ont enfilé au terme du premier tour le plus beau costume de l'un des favoris de la compétition.

Deux victoires en autant de matches : telle est la belle moisson des Diabes rouges des moins de 20 ans dans le tournoi zonal de l'Union des fédérations de football d'Afrique centrale (Uniffac), qualificatif à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations de la catégorie prévue pour 2025. Après une courte victoire contre les Léopards de la République démocratique du Congo, les Diabes rouges ont enchaîné le 26 septembre en l'emportant devant le Nzalang national de la Guinée équatoriale 2-0 grâce à un doublé de



Les Diabes rouges à une victoire de la qualification pour la CAN U-20/Fécofoot

Bonaventure Lendambi. Critiqué face à la RDC, le meilleur buteur du dernier championnat national Ligue 1 a prouvé qu'il n'avait pas perdu ses réflexes de buteur. Comme lui, le gardien Chelcy Bonazebi continue à porter l'équipe grâce à son deuxième « clean sheet ». Un argument de taille pour faire du Congo un prétendant au titre. « Nous avons changé seize joueurs et il n'y a que quatre anciens. Notre prestation va évoluer au fil des matches. Nous avons joué deux matches pour six points et nous n'avons pas fait honte à notre public. Nous allons recevoir le deuxième du groupe B. Nous avons défini nos matches en termes de finale pour qu'on le gagne pour que le public sportif congolais soit en joie », a commenté Clément Massamba, le sélectionneur des Diabes rouges U-20.

James Golden Eloué

NÉCROLOGIE

Les enfants Ndala (Kisito, Emma, Edwige, Audrey...) ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur mère, Julienne Babindamana, survenu le 21 septembre à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis au n°849 rue Moundongo à Makélékélé, marché Bourreau, croisement avenue des dalettes.

La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.



La famille Koud (Jean-Jacques, Edo, Solange, Mathurin Dédé, Lysiane, Edi.....) ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur sœur Mme Koud Mauricette Christine, épouse Lecomat, survenu à Orléans en France, le 22 septembre 2024.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis au n°1 avenue de l'Intendance à Mpila-Brazzaville. Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



IN MEMORIAM

27 SEPTEMBRE 2019-27 SEPTEMBRE 2024

Voici 5 ans que ma mère, grande-sœur, tante, fille, Prisque Mireille Niombella, nous a quittés pour un monde meilleur. Le voyage n'est pas fini et la mort n'est qu'un début. Car, jamais ne meurt celui auquel on continue de penser. En ce jour commémoratif, « Mibelle Okolo Olyba (fille) et tes petits-enfants » prient tous ceux qui l'ont connue et aimée, d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

Le temps qui passe ne peut effacer la douleur d'un être cher. La lumière et la force de dieu, ainsi que sa présence auprès de lui sont notre confort et notre joie.

Maman, que la paix du Seigneur soit toujours avec toi.

Maman, jamais, nous t'oublierons.



Programme des obsèques de

Mme Ndoulou Marie Madeleine « Maman Mado »

Date : lundi 30 septembre 2024
9 heures : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville (CHU) :

11 heures : recueillement au domicile familial, sis 138 rue Massoukou, Moundali (Brazzaville) ;

13 heures : absoute sur place ;

14 heures : départ pour le cimetière privé Bouka, à Kintélé ;

16 heures : retour au domicile et fin de la cérémonie.



FÉCOFOOT

Les délégués de la Fifa et de la CAF pour valoriser l'assemblée générale extraordinaire du 5 octobre

La Fédération congolaise de football (Fécofoot) a tenu, le 27 septembre à son siège, la réunion du comité exécutif, présidée par Jean Guy Blaise Mayolas. Au cours de cette rencontre, elle a retenu la date du 5 octobre pour la tenue de son assemblée générale extraordinaire. La présence des représentants de la Fédération internationale de football association (Fifa) et de la Confédération africaine de football (CAF) est annoncée.

« Le Comité exécutif de la Fécofoot a décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire le 5 octobre 2024 en présence des représentants de la Fifa et de la CAF », indique le communiqué.

Un seul point a été débattu au cours de cette session du Comité exécutif, à savoir la situation créée par « un certain collectif des membres de la Fécofoot ayant tenu une assemblée générale extraordinaire le 25 septembre à Brazzaville conformément à l'article 33 des statuts.

« Malgré l'invite de la Fifa, en accord avec la CAF, à surseoir à l'organisation de cette assemblée générale extraordinaire, ledit collectif a



Les membres de la FécofootDR

maintenu ses assises. La notification du procès de cette assemblée tenue le 25 septembre a été faite par la voie d'huiissier le 27 septembre », a expliqué la Fécofoot.

Et d'ajouter : « Après avoir pris connaissance de ce document, le Comité exécutif

de la Fécofoot a relevé de nombreuses irrégularités ayant entaché le processus de la tenue de cette assemblée générale extraordinaire, laquelle ressemble, selon le communiqué, à une assemblée générale ordinaire. Par ailleurs, la Féco-

foot a saisi son conseil pour avis », peut-on lire dans le communiqué. Et de poursuivre : « Il sied de noter que cette assemblée générale extraordinaire connaîtra la participation des nouveaux délégués, conformément aux résultats de la saison

sportive 2023-2024 », précise la Fécofoot.

Le secrétaire général de la Fécofoot a, par ailleurs, informé les membres du Comité exécutif de la Fécofoot du retard accusé par le sélectionneur national de l'équipe A des Diables rouges dans la transmission de la liste des joueurs retenus pour la double confrontation avec l'Afrique du Sud les 11 et 15 octobre.

Le Comité exécutif de la Fécofoot a encouragé le Comité d'organisation du tournoi zonal de l'Uniffac U-20 qui se déroule actuellement à Brazzaville, et a félicité les Diables rouges U-20 et leur staff technique pour leur qualification en demi-finale.

James Golden Eloué

ESCRIME

Une vingtaine d'entraîneurs congolais renforcent leurs connaissances

Les dirigeants des clubs et entraîneurs des clubs d'escrime ont participé, du 17 au 27 septembre, à Brazzaville à la deuxième session de formation animée par l'expert de la Fédération internationale d'escrime, Hassene Zouari.

La tenue de cette formation est l'œuvre de la Fédération congolaise d'escrime (Fecoesc) et la solidarité olympique en collaboration avec le Comité national olympique et sportif congolais (Cnosc). Elle fait suite à celle qui s'est déroulée, l'année dernière, toujours à Brazzaville. Selon ses initiateurs, cette formation qui permet aux entraîneurs congolais d'actualiser leur connaissance vise à améliorer leurs prestations et lever le niveau d'escrime congolais. « Je profite de ce moment pour remercier tous ceux qui ont contribué à la réalisation de cette deuxième session de formation. Je suis très satisfait du niveau global du groupe. Je souhaite que les connaissances acquises soient mises en pratique pour promouvoir et développer l'escrime », a indiqué Hassene Zouari.

Durant ces dix jours de formation, plusieurs ateliers ont été animés au cours desquels

les différents thèmes ont été développés. Le directeur technique national, Gaël Diamoneka, a expliqué qu'ils ont, en effet, parlé des sujets concernant les nouvelles règles. La formation a porté sur les nouvelles techniques d'entraînement ainsi que les nouvelles méthodes de gestion des clubs. Ces acteurs de l'escrime congolais ont appris les bases de l'entraînement, la déontologie, les nouvelles règles ainsi que les débuts d'un entraînement de haut niveau.

Au nom du comité olympique et sportif congolais, Jean Baptiste Ossé a invité les stagiaires à faire bon usage de cette formation afin de rele-



Les participants au stage/Adiac

« Je profite de ce moment pour remercier tous ceux qui ont contribué à la réalisation de cette deuxième session de formation. Je suis très satisfait du niveau global du groupe. Je souhaite que les connaissances acquises soient mises en pratique pour promouvoir et développer l'escrime »

ver le niveau du championnat congolais. A la fin, les participants ont reçu des certificats de fin de formation. Ces diplômes qui sont reconnus au niveau international permettront à leur bénéficiaire d'exercer dans diverses régions.

Rude Ngoma

COOPÉRATION

La Chine promet de « travailler » davantage avec le Congo

A l'occasion de la célébration du 75^e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, l'ambassadeur Li Yan a organisé, le 27 octobre, une réception au cours de laquelle elle a salué l'approfondissement des relations sino-congolaises dans plusieurs domaines.

« Sur le nouveau point de départ, la Chine et le Congo travailleront ensemble pour consolider la confiance politique mutuelle et contribuer à la mise à niveau de la coopération pragmatique sino-africaine. Dans la nouvelle marche en avant, les deux pays travailleront pour approfondir les échanges humains et culturels », a déclaré l'ambassadeur de Chine au Congo, Li Yan, au cours de la cérémonie commémorative à laquelle ont pris part une dizaine des membres du gouvernement conduite par le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo.

En outre, la diplomate chinoise a rappelé que lors du Forum sur la coopération sino-africaine (Focac) tenu récemment à Beijing, les présidents chinois et congolais ont décidé d'élever les relations bilatérales au niveau d'un partenariat stratégique global. Elle a aussi cité la signature de nombreux accords entre les deux pays dans divers domaines. Li Yan a insisté sur le fait que la modernisation chinoise se caractérise par la continuation d'une voie de développement pacifique, ajoutant que « malgré le ralentissement de la reprise économique, la coopération sino-congolaise connaît un développement so-



De nombreux invités à la soirée commémorative Adiac

lide, marqué par la mise en service du centre commercial de Brazzaville, le chantier du centre de maintenance aéronautique et le lancement de la couverture nationale en télécommunications ». Elle a réaffirmé la position de son pays d'aller de l'avant « côte à côte » avec le Congo sur le chemin vers la modernisation et à apporter plus de bénéfices tangibles aux populations. « Dans l'avenir, les deux parties feront pleinement valoir le rôle leader de la diplomatie de chef d'Etat, renforceront les échanges de haut niveau, et consolideront le consensus stratégique pour concrétiser les acquis

du sommet et mieux préserver les intérêts communs de la Chine, de l'Afrique et de tous les pays en développement dans la nouvelle réforme du système de gouvernance mondiale », a indiqué la diplomate chinoise.

Créer de nouveaux axes de coopération

« La Chine et le Congo, à la lumière des principes de sincérité, résultats effectifs, amitié et bonne foi, et de recherche du plus grand bien et des intérêts partagés, en saisissant les opportunités offertes par le sommet du Focac, continueront de créer de nou-

veaux pôles de croissance pour la coopération sino-congolaise et sino-africaine, en vue de contribuer à la modernisation de part et d'autre », a assuré l'ambassadeur. En ce qui concerne l'approfondissement des échanges humains et culturels, Li Yan a mentionné l'arrivée récemment à Pointe-Noire du navire hôpital « Arche de la paix » de la marine chinoise pour offrir des soins médicaux gratuits à la population congolaise. La Chine et le Congo, a-t-elle poursuivi, « travailleront activement pour concrétiser les mesures en faveur des échanges humains et culturels évoqués lors du Focac pour

que le Festival de la jeunesse Chine-Afrique, « Mon rêve monte dans l'espace », et d'autres activités culturelles entre la Chine et l'Afrique soient pleinement valorisées, en vue de promouvoir les échanges et l'inspiration mutuelle entre les civilisations chinoises et africaines et d'apporter des enrichissements culturels à la coopération sino-africaine ». Parlant de la célébration du 75^e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, Li Yan a présenté les principes directeurs du troisième plénum du 20^e comité central du Parti communiste chinois (PCC) et les résultats du récent sommet du Focac. « Depuis 75 ans, sous la ferme direction du PCC, le peuple chinois, par ses efforts assidus et constants, a transformé la Chine d'un pays faible et pauvre en deuxième économie du monde », a rappelé l'ambassadeur de Chine au Congo.

La soirée commémorative a été agrémentée par une exposition de photos qui rappelle les activités organisées dans le cadre du renforcement des relations sino-congolaises et d'un documentaire sur le Focac tenu du 4 au 6 septembre dernier en Chine.

Yvette Reine Nzaba

RÉFLEXION

Plus le temps passe ...

Oui, plus le temps passe, plus il devient évident que l'humanité va devoir mieux s'organiser si elle veut résoudre les problèmes que son développement, sa croissance, ses ambitions multiplient au point de mettre en péril sa propre existence. Aggravée par les nouvelles technologies et tout particulièrement par l'intelligence dite « artificielle » dont personne ne peut dire aujourd'hui ce qui sortira à plus ou moins long terme, la menace qui pèse sur l'espèce humaine atteint dès à présent un degré tel que la communauté internationale doit se réorganiser si elle veut survivre à plus ou moins brève échéance.

L'observation attentive des événements qui marquent le temps présent démontre en effet, sans

l'ombre d'un doute, que seule une réforme en profondeur de la gouvernance mondiale peut permettre de résoudre les problèmes qui se multiplient et qui mettent en péril de façon claire l'humanité. Avec au cœur du débat planétaire la réforme des institutions internationales, au premier rang desquelles figure l'Organisation des Nations unies dont les structures, créées il y a quatre-vingts ans, au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, sont totalement dépassées.

Pleinement conscients des risques que court l'humanité, les Grands de ce monde plaident pour une réforme de l'ONU qui, en réalité, n'a rien de sérieux. En témoignent la proposition faite très récemment par le président des Etats-Unis Joe Biden de donner à l'Afrique

deux sièges permanents au sein du Conseil de sécurité et la demande d'une réforme de l'Organisation suggérée le 24 septembre par le président français Emmanuel Macron. Des interventions, relayées le lendemain par Félix Tshiseke-di, président de la République démocratique du Congo, qui témoignent, certes, d'une prise de conscience réelle des problèmes que pose aujourd'hui la gouvernance mondiale mais qui ne garantissent nullement la mise en œuvre d'une réforme en profondeur des Nations unies.

Les drames qui se déroulent au Proche-Orient et qui peuvent à tout instant générer une guerre totale entre Israël et l'Iran, le conflit qui oppose depuis des mois l'Ukraine et la Russie en Europe centrale, la mon-

tée continue des tensions en Mer de Chine méridionale démontrent de façon claire que le monde d'aujourd'hui est aussi instable, sinon même plus, que le monde d'hier. Et que, de ce fait, des conflits de grande intensité peuvent de nouveau se produire dont les conséquences seraient infiniment plus graves que les précédents en raison des armes destructrices que détiennent les nations concernées.

D'où cette conclusion, bien sûr très provisoire, que les puissances morales et religieuses de ce temps doivent elles-mêmes se mobiliser, se coordonner, afin d'amener les Etats et leurs gouvernants à anticiper le pire pour l'interdire. Exactement ce que n'ont pas su faire les gouvernants du siècle précédent.

Jean-Paul Pigasse